

La notion de richesse

« Les sociétés dans lesquelles nous vivons sont dites riches, du moins à la lecture des indicateurs classiques qu'elles ont inventés pour se représenter – à elles mêmes et aux autres – cette richesse et son accroissement : elles amènent sur le marché une profusion de biens et de services que les individus s'approprient et consomment. [...] L'accroissement de cette richesse s'accompagne - à moins qu'il n'en soit la cause - de maux qui ne sont pas comptabilisés, ou qui apparaissent simplement comme des scories du système. Citons pêle-mêle la violence qui se diffuse aujourd'hui dans nos sociétés, les phénomènes de ghettos, l'inégalité de la répartition des revenus et des biens, le caractère purement ostentatoire de certains actes de consommation quand certains manquent de tout, l'incivisme, le désintéret des citoyens pour la chose publique, la mauvaise distribution de l'accès aux biens premiers que sont la santé et le travail, les dommages causés à ce qu'on continue d'appeler l'environnement et, plus profondément, l'absence de projet qui caractérise désormais nos sociétés démocratiques. Ajoutons que la promotion de ces indicateurs de richesse va de paire avec la non-valorisation d'activité humaine et sociales essentielles qui ne sont ni considérées ni comptabilisées parce qu'on ne leur a jamais permis d'accéder au statut de produits présentables sur le marché. » (Méda, 1998, p.7-8)

Qu'est-ce qui a de la valeur dans une société donnée ? La nôtre ? La richesse renvoie-t-elle à l'avoir ou à l'être ; au matériel ou à l'immatériel ; au tangible ou à l'intangible ? Aux flux ou aux stocks ? A la richesse non produite ou produite ? A la production marchande ou non-marchande ? Si la richesse est produite, comment l'est-elle ? Pour qui ? « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix » ou « Seul ce qui a un prix a de la valeur » ?

1. Mesure de la richesse par la Comptabilité Nationale

« Nous vivons les yeux rivés sur le taux de croissance du Produit Intérieur Brut, comme si celui-ci suffisait à faire de nous des sociétés vraiment riches. » (Méda, 1998, 4e). « L'indicateur central sur la base duquel les sociétés développées forment leurs jugements globaux de progrès ou leurs inquiétudes face à l'avenir est toujours, et peut-être plus que jamais, l'indicateur de croissance économique, c'est-à-dire celui qui mesure les variations du PIB (Produit Intérieur Brut) ou celles de variantes de ce concept, pivot de la comptabilité nationale. » (Gadrey & Jany-Catrice, 2005, p. 4)

• **Histoire :**

En 1950, la comptabilité nationale est conçue comme un outil destiné à guider la politique économique (moyen) pour augmenter la production matérielle de biens et services (fins). Tout ce qui ne sert pas à la projection à court terme est sciemment écarté. De cette perspective, résultent des **conventions** comptables.

« Jusqu'en 1976, en France, la comptabilité nationale n'inclut que les biens et les services marchands dans l'activité de production ou Production intérieure brute (la PIB) [...] Aujourd'hui, toutefois, la plupart des systèmes de comptabilité nationale et des organismes internationaux conçoivent la richesse à partir de l'activité de production définie comme une activité socialement organisée destinée à créer des biens et des services habituellement échangés sur un marché et/ou obtenus à l'aide de facteurs de production s'échangeant sur un marché. » (Delalande, 1998). La Richesse est donc **avant tout marchande et quantitative**. Pour Jean Gadrey, une économie du « beaucoup avoir » et du « beaucoup consommer ». »

• **Conventions :**

La comptabilité nationale appréhende l'activité économique comme un **flux de revenu** qui circule dans l'économie, d'une catégorie d'agent économique à l'autre, qui peut être considéré selon **trois optiques** - production, revenus et dépenses - et qui est appelé le **produit national brut ou P.N.B.** La **croissance économique** d'une nation est mesurée par le **taux de croissance du P.N.B.** (ou P.I.B.) à prix constants et les comparaisons d'un pays à l'autre se réfèrent le plus souvent au **P.N.B. (P.I.B.) par habitant**.

« L'activité étant appréhendée comme la circulation du flux de revenu monétaire, ce n'est donc pas toute l'activité économique de la nation qui entre dans le PNB, mais uniquement celle qui se prête, à un stade ou à un autre, à un échange marchand. » « A quelques exceptions près, les biens et services qui ne s'échangent pas sur un marché et ne sont pas produits par des facteurs de production s'échangeant sur un marché n'entrent pas dans le PNB. En pratique, cela signifie que tout le travail domestique (celui des femmes au foyer, des bricoleurs...) et tout le travail bénévole (associations sans but lucratif) échappent à la comptabilité nationale. » (Cassiers, 1998)

• **Indicateurs usuels :**

- **P.N.B.** : le produit est **National**, car le critère est la nationalité des agents et **Brut**, avant d'enlever la dépréciation du capital. Si on retranche celle-ci, il devient **net** : **P.N.N.** Souvent utilisé, le **P.I.B.** (**Produit intérieur Brut**) repose sur un critère géographique, les agents sur le territoire français quelle que soit leur nationalité. En France, comme dans un certain nombre de pays, les entreprises françaises installées à l'étranger compensent plus ou moins les entreprises étrangères installées en France mais ce n'est pas toujours le cas : la différence peut alors être sensible.
- **P.N.B. (P.I.B.) par habitant** est une moyenne ; lors des comparaisons internationales, l'utilisation de la **P.P.A.** (Parité des pouvoirs d'achat) vise à corriger les distorsions dues à une sur/sous évaluation des monnaies : afin d'obtenir le même pouvoir d'achat dans les pays comparés, la conversion d'une monnaie à l'autre est alors corrigée.
- **Taux de croissance** du P.N.B (P.I.B.) : « la croissance », une augmentation du flux de production d'une année sur l'autre ; la conversion en **prix constants** vise à neutraliser l'augmentation générale des prix, appelée inflation.

2. Limites de la Comptabilité Nationale

« Les limites de la comptabilité nationale étaient bien présentes à l'esprit de ses fondateurs, et semblent encore aujourd'hui bien connues de ses gestionnaires. En revanche, de nombreux utilisateurs de ce cadre comptable ou de ses résultats se comportent comme s'ils avaient perdu de vue [les] restrictions [...] et contribuent à propager des interprétations abusives. C'est le cas des économistes ou historiens qui adoptent la comptabilité nationale comme indicateur exhaustif de l'activité économique et se livrent sur cette base à des comparaisons spatiales ou temporelles. C'est le cas, plus encore, de ceux qui accréditent l'idée selon laquelle le PNB par habitant serait un bon indice du niveau de bien-être d'un peuple. » (Cassiers, 1998)

1. **Difficultés techniques** liées à la collecte et au traitement des informations, non propres à ces indicateurs.

2. **Limites liées à la perspective.** Autrement dit, une **conception** qui s'inscrit dans une **histoire** (croissance économique un but en soi ; nature inépuisable et indestructible) et se traduit dans les **conventions adoptées** : approche quantitative et non qualitative, monétaire : valorisation par les prix. De ce fait, les productions non marchandes sont minorées ou non prises en compte. De même, la destruction des richesses naturelles et sociales est ignorée. Pis, aux plans écologique, culturel et social, les conventions de la comptabilité nationale sont dénuées de bon sens : non seulement les destructions ne sont pas comptées mais elles interviennent en positif si elles conduisent à des réparations. Sur plusieurs décennies la croissance enregistrée ne résulte pas entièrement de l'augmentation de la production de biens et services : monétisation accrue d'un volume d'activité inchangé ; changement due aux variabilités des taux d'activité féminin dans le temps et des activités, dites souterraines, c'est-à-dire illégales ou non déclarées. Enfin, les aspects relatifs, d'une part, aux variations de durée, d'organisation, de rythmes, de pénibilité du travail et, d'autre part, aux répartitions (égalitaires ou pas) des emplois et des revenus entre les membres de la société, sont ignorés.

3. **Problèmes liés à l'utilisation du P.N.B (P.I.B.)** : comparaisons & bien-être

Pour *Édith Archambault* « la comparaison des PNB par tête à prix constants devient rapidement douteuse en longue période (supérieure à dix ans), puis impossible en très longue période [...]. De manière plus générale, tout le cadre de comptabilité nationale est très spécifique d'une époque (ou d'un lieu, au sens d'une culture) et rend les transplantations délicates. » (Citée par Cassiers, 1998)

Par ailleurs, « Ceux qui se risquent encore à utiliser le PNB par tête comme indicateur du bien-être posent implicitement des axiomes en chaîne dont la pertinence est pour le moins contestable : le bien-être se réduit au bien-être économique ; le bien-être économique des personnes qui composent une société est étroitement associé au niveau de vie économique moyen des membres de cette société ; ce niveau de vie dépend essentiellement de la quantité de biens et services produits ; cette production est correctement représentée par le PNB. » (Cassiers, 1998)

3. À la recherche de nouveaux indicateurs

3.1. Indicateurs des organismes officiels : Banque Mondiale, O.S.N.U, P.N.U.D.

• Banque Mondiale : richesse productive & développement durable

S'inspirant de la distinction entre **flux** (le revenu est le flux de services rendus par la richesse au cours d'une période donnée) et **stock** (le capital représente le stock de richesse existant à un moment donné) et des travaux relatifs à la notion de développement durable, la Banque Mondiale propose un classement des pays selon leur **stock de capitaux** et non selon le P.I.B. Dans cette perspective, **la richesse productive d'un pays** repose, non seulement sur le capital physique mais aussi sur les richesses naturelles et humaines. En conséquence, son évaluation résulte du calcul de la valeur de trois types de capitaux : 1) les **actifs naturels** qui incluent la valeur de la terre, de l'eau, du bois, de l'or et d'autres matières premières ; 2) les **capitaux produits**, c'est-à-dire la valeur des machines, des usines des routes et des chemins de fer ; 3) les **ressources humaines**, c'est-à-dire la valeur représentée par " la capacité productive des individus, appréhendée par les niveaux d'éducation et de nutrition " (Delalande, 1998).

• O.S.N.U : " P.I.B. vert ou éco-produit intérieur net " & développement durable.

L'Office Statistique des Nations Unies (O.S.N.U.) a introduit la notion du **coût environnemental " imputé "** qui cherche à **exprimer**, en **termes monétaires**, les **répercussions** de la détérioration de l'environnement **sur l'économie et le bien-être**. Il concerne trois types d'utilisation de l'environnement : 1) l'**épuisement** des actifs naturels, 2) l'**usage** du sol et du paysage, 3) l'utilisation de l'environnement pour l'**élimination des déchets**. Dans cette approche, la **notion de développement durable** se substitue à la celle de croissance puisque pour obtenir le " P.I.B. vert " ou " éco-produit intérieur net " on retranche le **coût lié à l'utilisation du capital environnemental** du Produit Intérieur Net .

• P.N.U.D : I.D.H. & autres

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.) propose de remplacer le P.I.B. par habitant par l'**Indice du Développement Humain (I.D.H.)**, un indicateur composite dont l'objectif est de refléter trois aspects du développement économique et social : 1) le **niveau sanitaire** (espérance de vie à la naissance) ; 2) le **degré d'éducation** (taux d'alphabétisation des adultes et moyenne des années d'études) ; 3) l'**accès aux ressources** indispensables pour

vivre décentement (P.I.B. réel par habitant ajusté, c'est-à-dire exprimé en parité de pouvoir d'achat (P.P.A.). Par ailleurs, et entre autres, le P.N.U.D. propose un **Indicateur de Participation des Femmes** à la vie économique et politique (I.P.F.) et un **Indicateur de Pauvreté Humaine** (I.P.H.) fondé sur trois éléments : la **longévité de l'existence** (pourcentage de la population dont l'espérance de vie n'atteint pas quarante ans), l'**accès au savoir** (pourcentage d'analphabètes dans la population adulte) et les **conditions matérielles d'existence** (estimées en fonction de l'accès aux services de santé, de l'accès à l'eau potable et de la part des enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition). Contrairement au concept de pauvreté humaine qui estime qu'une personne est pauvre si et seulement si son niveau de revenu est inférieur à un seuil de pauvreté défini - pauvreté monétaire "absolue" (minimum vital / besoins jugés fondamentaux) ou "relative" (exclusion des modes de vie minimaux d'une société) -, l'I.P.H. repose sur l'idée que la **pauvreté est aussi l'absence d'opportunités** permettant de bénéficier d'une existence tolérable.

Comme ces indicateurs sont en partie construits sur les indicateurs traditionnels décriés, ils en partagent des **faiblesses**. Plus généralement, il convient de ne pas oublier qu'ils reposent eux aussi sur des présupposés, des choix, des conventions et des interprétations qui doivent être interrogés. Ainsi, l'approche assez réductrice (seule l'activité productive mérite réellement attention) et finalement inconsistante de la Banque Mondiale reste sans suite. En revanche, les perspectives initiées par les Nations Unies, en indiquant des **pistes** pour une meilleure approche des réalités (liens entre sphère économique, sphère humaine et biosphère), ont ouvert la voie à des indicateurs plus élaborés.

3.2. Vers une amélioration des indicateurs ?

« Si ce qui importe, c'est ce qui est productif, comment donner de la valeur à des activités qui ne sont productives de rien, ou seulement de relation, de sens, de qualité de vie ? » (Méda, 1998)

• Indicateurs monétaires

- **I.B.E.D.** (Indice de Bien-être Durable) [I.S.E.W. (Index of Sustainable Economic Welfare)] corrige le PIB en tenant compte de contributions négatives (coûts sociaux et environnementaux liés aux inégalités de revenus, à la pollution, aux nuisances sonores, à la perte d'écosystèmes naturels, à la diminution des ressources non renouvelables, à l'érosion de la couche d'ozone, etc.) et positives (travail domestique et dépenses publiques d'éducation et de santé).

- **I.P.V.** (Indicateur de Progrès Réel [G.P.I. (Genuine Progress Indicator)]) est dérivé de l'I.B.E.D. auquel il ajoute la contribution positive du bénévolat, des biens de consommation durable et des infrastructures de transports et soustrait des coûts supplémentaires comme celui des fractures familiales, du chômage, de la perte de loisirs, etc. ...

• Indicateurs non monétaires

- **I.B.E.E.** (Indice de bien-être Économique) [I.E.W.B (Index of Economic Well-Being)] des canadiens Osberg et Sharpe articule les bases de la comptabilité nationale et celles de certaines statistiques sociales à partir de la moyenne de quatre indicateurs synthétiques : flux de consommation au sens large, stocks de richesses (économique, humaine et environnementale), inégalités et pauvreté économiques, insécurité économique (risques économiques liés au chômage, à la maladie, à la vieillesse, aux familles monoparentales). Les dimensions économiques et sociales dominent les questions environnementales.

- **I.S.S.** (Indice Santé Sociale) [I.S.H. (Index of Social Health)] des étatsuniens Miringoff à partir de la moyenne de 16 indicateurs disponibles, dont chacun prend des valeurs comprises entre 0 et 100.

- **Bip 40** (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté), France : inspiré et adapté de l'I.S.S. : « pour chacune des 16 variables, on attribue la note 0 à la "pire valeur" atteinte au cours de la période de construction de l'indice (en général deux ou trois décennies), et la note 100 à la meilleure. »

Conclusion : pourquoi d'autres indicateurs ne s'imposent-ils pas ?

Des **raisons « techniques », « stratégiques »** et « idéologiques » (mode de régulation et choix sociaux fondamentaux que trahissent les indicateurs jugés essentiels) **expliquent que les nouveaux indicateurs ne s'imposent pas véritablement**. D'abord, la substitution d'un indicateur à un autre entraîne une **perte d'information**, notamment pour les comparaisons de longue durée ; ensuite, ces indicateurs constituent un **enjeu politique** pour les gouvernements ; enfin, le **type d'indicateurs** utilisés renvoie à un **type de régulation économique** (capacité ou insuffisance du marché à réguler l'économie). (Delalande, 1998) Selon Patrick Viveret, l'économie est l'idéologie dominante de la société industrielle « c'est-à-dire un véritable "sens commun" qui paraît à ce point relever de l'évidence que les courants sociaux, politiques et culturels qui proposent d'autres voies se trouvent marginalisés. [...] La question des indicateurs de richesse, comme celle des moyens d'échange monétaires ou non monétaires (en particulier l'échange de temps qui en constitue le socle), doit donc être vue comme un débat politique et sociétal majeur, et non comme une discussion technique entre statisticiens et comptables. (Viveret, *Réactions au rapport*) C'est pour Dominique Méda « la nécessité de s'accorder collectivement sur ce qu'est une société riche, désirable, dans laquelle des conditions dignes conviennent à tous (...) Il nous faut décider collectivement des objectifs que nous avons à poursuivre » (Méda, 1998, p. 308)

Bibliographie :

Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, 1993, Champs-Flammarion, 1998
Jean Gadrey & Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Collection Repères, 2005
Patrick Viveret, Les nouveaux facteurs de richesse, 2002, rapport pour le secrétariat d'Etat à l'économie solidaire.
« Les indicateurs économiques en question », *Cahiers français*, n° 286, mai-juin 1998
« Economies formelle/informelle », *Problèmes économiques*, n° 2648, 08/10/1999

Liens / toile :

Observatoire des inégalités :
<http://www.inegalites.fr>
Bip 40 : <http://www.bip40.org>